

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

27 février 2012

L'Oscar du mensonge est attribué... au candidat sortant

Sur RTL ce 27 février, le candidat UMP a multiplié les mensonges, contre-vérités, mystifications. Difficile de plus mentir en moins de temps. Et si on rétablissait la vérité ?

Mensonge n°1 : les riches

Jean-Michel Apatie :

“Trop avantager les riches, c'est le reproche qui vous est fait.”

Nicolas Sarkozy :

“Non, ce n'est pas le reproche qui m'est fait... ça c'est un procès en sorcellerie.”

> Le taux marginal de l'ISF a été baissé de -72% en dix ans.

> Depuis 2002, les cadeaux fiscaux aux 10 % des Français faisant partie du dernier décile des revenus se chiffrent à 30 milliards d'euros, soit 3 milliards par an. Sous Chirac-Raffarin-Villepin : baisses successives de l'impôt sur le revenu (7,3 Mds€ entre 2002-2006), réforme du prélèvement libérateur et substitution de l'abattement à l'avoir fiscal (2 Mds€), allègements sur les droits de succession et la fiscalité des donations (1 Md€ sous Raffarin-Villepin). Sous Sarkozy-Fillon : exonération des grosses successions dans la loi TEPA (11,9 Mds€), renforcement du bouclier fiscal (2,6 Mds€), réforme de l'ISF dans la loi TEPA à l'été 2007 (4,1 Mds€), réforme du barème de l'ISF à l'été 2011 (1,9 Mds€), autres mesures comme le crédit d'impôt sur les emprunts immobiliers (1,8 Mds€).

> Le bouclier fiscal coûte 500 millions d'euros par an aux Français jusqu'en 2013.

Mensonge n°2 : Gandrange

Jean-Michel Apatie

“Vous l'avez déjà dit à Gandrange : “on ne vous laissera pas“. Gandrange a fermé”.

Nicolas Sarkozy

“Non, ce n'est pas vrai. Les engagements qui ont été pris à l'époque sur Gandrange ont été scrupuleusement respectés...”

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

FRANCOIS HOLLANDE 2012

> Le président sortant avait déclaré le 4 février 2008 : « *Soit avec Mittal comme propriétaire, soit avec un autre propriétaire éventuel, l'État préfère investir pour moderniser le site plutôt que de payer de l'argent pour accompagner des gens soit en préretraite, soit au chômage. Nous sommes prêts à mettre de l'argent pour faire les investissements qui auraient dû être faits depuis longtemps sur le site et qui n'ont pas été fait (...)* Et je viendrai moi-même dans l'usine, je reviendrai pour annoncer la solution qu'on aura trouvée ! »

> Le président s'était donc engagé à faire prendre en charge par l'Etat tout ou partie des investissements nécessaires pour maintenir l'aciérie en activité. Or, l'aciérie a été définitivement fermée le 31 mars 2009.

> Les ouvriers ont fait le deuil des promesses avancées par le chef de l'Etat et symboliquement, ont déposé devant l'usine une stèle sur laquelle est inscrit : "Ici reposent les promesses de Nicolas Sarkozy faites le 4 février 2008 : Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange".

> Si les 595 salariés directs ont été reclassés, beaucoup l'ont été à Florange et sont aujourd'hui menacés par une nouvelle fermeture. Quant aux sous-traitants, ils ont été durement touchés.

> Quant aux promesses faites aux 2 500 salariés en CDI de Florange dont l'arrêt a été prolongé par la direction d'ArcelorMittal le 14/2 pour le 2^{ème} semestre – « 150 millions d'euros pour que les hauts-fourneaux redémarrent au second semestre 2012 » –, elles apparaissent hélas comme une nouvelle duperie : les 150 millions ont déjà été promis à plusieurs reprises ; leur mobilisation par le gouvernement français suppose que le site lorrain soit choisi pour le projet ULCOS de captation du CO² (ce que F. Hollande a réclamé dès le 30/11/2011) ; la mobilisation du Fonds stratégique d'investissement (FSI) est évoquée par M. Sarkozy à J-55 jours de la présidentielle alors qu'elle a été systématiquement rejetée par le gouvernement depuis 2008 au motif qu'il ne concernait que les entreprises en croissance.

Mensonge n°3 : 1000 euros par an pour les salariés auxquels sera supprimée la prime pour l'emploi

Alain Duhamel

"Vous avez dit à Marseille en substance : "si on aime la France on refuse les 35 heures". On ne peut pas être patriotes et aimer les 35 heures ?"

N. Sarkozy

"Mais bien sûr qu'on peut être patriotes et aimer les 35 heures. Ce n'est pas ce que j'ai dit... La France forte, c'est une France qui doit soutenir et aider le travail, c'est la raison pour laquelle j'ai proposé que l'on baisse les cotisations salariales sur le travail pour 7 millions de Français. Cela fera une augmentation de près de 1000 euros par an."

> Le candidat sortant oublie de préciser que les salariés concernés perdront la prime pour l'emploi : au total, ce n'est pas 1 000 euros par an que les salariés toucheront, mais 3 euros par mois. Exemple : pour un couple dont les deux conjoints travaillent au Smic à temps plein et qui a deux enfants à l'école primaire, le gain de cette mesure serait de moins de 2 euros par mois (2 x 840 € d'exonération de cotisations – 1 660 € de PPE calculée sur le Smic 2011 = 20 € par an, donc 2 € sur 10 mois puisque la PPE n'est pas versée en juillet-août). C'est 6 fois moins pour ce couple que ce qu'il gagnerait avec la majoration de l'allocation rentrée scolaire proposée par F. Hollande (engagement n°16).

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

> Le candidat sortant oublie de dire que ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre avec la hausse de la TVA de 19,6 % à 21,2 % : le gain net pour les salariés de la proposition Sarkozy serait d'environ 1,5 Mds€ alors que la hausse de la TVA pèse sur le pouvoir d'achat des ménages à hauteur de 32 Mds€.

> La mesure Sarkozy est contre les familles : la prime pour l'emploi est versée en fonction des revenus du foyer alors que les allègements de cotisations sont une mesure individuelle. Résultat : le conjoint au revenu le plus faible dans le couple sera encore plus fragilisé.

Mensonge n°4 : l'éducation

Nicolas Sarkozy :

"Il y a un peu plus de 400 000 élèves de moins dans l'éducation nationale depuis 10 ans et il y a eu 45 000 profs de plus".

> Le président sortant a déjà avancé une multitude de chiffres contradictoires sur le sujet.

> Depuis 10 ans, il y a 149 000 élèves en moins (loin des 400 000 avancés !) mais près de 62 000 enseignants en moins (à l'inverse de ce qu'avance le président sortant), sans compter les 14 000 postes que l'État a décidé de supprimer en septembre 2012.

> Avec 6 enseignants pour 100 élèves ou étudiants, la France est bonne dernière au classement de l'OCDE

> Depuis 10 ans, la scolarisation des moins de 3 ans est passé de 35 % à moins de 15 %.

Mensonge n°5 : la laïcité

Yves Calvi :

"Continuez-vous de penser que l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur - je vous cite - dans la transmission des valeurs ?"

Nicolas Sarkozy :

"Non, ce n'était pas ça..."

Jean-Michel Apatie :

"À Latran..."

Nicolas Sarkozy :

"Ce n'est pas ce que j'ai dit..."

Jean-Michel Apatie :

"Votre phrase est précise, à Latran, vous étiez... c'était en 2008..."

Nicolas Sarkozy :

"Mais, mais... non, ce n'est pas ça que j'ai voulu dire."

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

FRANCOIS HOLLANDE 2012

Dans son discours à la basilique Saint-Jean-de-Latran le 20 décembre 2007, M. Sarkozy a déclaré : « *dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* ».

Mensonge n°6 : le discours de Grenoble

Jean-Michel Aphantie :

“ *Est-ce que vous regrettez la tonalité du discours de Grenoble sur l'immigration ?* ”

Nicolas Sarkozy :

“ *Sur quoi ai-je été violent à Grenoble ?* ”

Jean-Michel Aphantie :

“ *Vous avez fait un lien direct entre l'immigration et l'insécurité, mais vous avez eu un propos...* ”

Nicolas Sarkozy :

“ *Non !* ”

Jean-Michel Aphantie :

“ *À Grenoble, oui. Vous aviez dit...* ”

Nicolas Sarkozy :

“ *Non. Si vous me citez une phrase, je serais très heureux de pouvoir y répondre.* ”

> Dans son discours à Grenoble le 10 juillet 2010, N. Sarkozy a lié immigration et insécurité à travers la proposition-phare de son intervention : « *La nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique* ». Une approche inédite dans l'histoire de la République.

Mensonge n°7 : l'audiovisuel public

Yves Calvi :

“ *Vous vous êtes arrogé le droit de nommer les présidents d'audiovisuel public. Aucun regret ?* ”

Nicolas Sarkozy :

“ *Non, ce n'est pas exact... ce n'est pas comme ça que se passe. D'abord, ce n'est pas moi, moi "je", c'est le Conseil des ministres, donc c'est le gouvernement...* ”

Jean-Michel Aphantie :

“ *Le conseil des ministres s'oppose rarement au président, en tout cas depuis...* ”

Nicolas Sarkozy :

“ *D'accord. Qu'est-ce qui se passe après ? La proposition du gouvernement est soumise à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qui peut dire non ; puis soumise à la commission des affaires culturelles du Sénat, qui peut dire non ; puis soumise à l'avis du CSA, qui peut dire non.* ”

> C'est une lecture biaisée et le président sortant le sait. Désormais, par la volonté de N. Sarkozy, les présidents de l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, Audiovisuel extérieur) sont désormais nommés pour 5 ans par décret du président de la République, après avis conforme du CSA (dont les membres sont nommés par le président de la République lui-même, et les présidents de l'Assemblée et du Sénat) et sous réserve qu'une majorité des 3/5^e des membres des commissions parlementaires chargées des affaires culturelles ne s'y soit pas opposée.